



# WEEKLY NOTE

## NOTE DE CONJOCTURE

**Ituri : Entre espoir et scepticisme,  
les réactions au remplacement du  
gouverneur militaire Luboya  
NKashama Johnny**

ANNÉE 2026

Dernière semaine  
Juin 2026

## **Ituri : Entre espoir et scepticisme, les réactions au remplacement du gouverneur militaire Luboya NKashama Johnny**

La province de l'Ituri demeure confrontée à une situation sécuritaire complexe marquée par la présence persistante de groupes armés, les conflits communautaires, les déplacements massifs de populations ainsi que les défis liés à la gouvernance locale. Face à cette situation, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a proclamé l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu le 3 mai 2021 afin de renforcer les capacités de l'État dans la lutte contre l'insécurité et la restauration de l'autorité de l'Etat dans les deux provinces.

Nommé en décembre 2021, par l'Ordonnance présidentielle n°21/038 du 4 mai 2021 portant nomination des gouverneurs militaires et vice-gouverneurs des provinces placées sous état de siège. Luboya NKashama avait hérité d'une mission claire : restaurer l'autorité de l'État face à la résurgence des groupes armés, notamment la CODECO et les ADF. Son mandat a été marqué par une double approche : des opérations militaires offensives d'un côté, et des tentatives de dialogue communautaire de l'autre. Plusieurs milices ont signé des actes d'engagement unilatéraux, et une réduction temporaire de l'emprise de certains groupes armés a été observée dans certaines zones.

Pourtant, ce bilan est aujourd'hui jugé insuffisant par une large partie de la population. Les massacres de civils, les déplacements massifs et les exactions attribuées à des éléments incontrôlés des FARDC et des groupes armés ont continué. Des organisations de la société civile et des leaders communautaires, particulièrement dans les chefferies Hema, ont régulièrement dénoncé un manque d'impartialité dans la gestion des conflits intercommunautaires. Pour beaucoup d'Ituriens, l'état de siège s'est progressivement transformé en une routine administrative et sécuritaire, incapable d'apporter une paix durable. Ce sentiment d'usure explique en partie pourquoi le départ de Luboya NKashama est perçu, par certains, comme une nécessité plutôt qu'une perte.

### **2. Perception des Ituriens sur le changement des Luboya**

Les réalités du terrain et les verbatims révèlent une perception complexe et paradoxale du legs de Luboya Kanshama. Si son mandat est globalement jugé mitigé sur le plan sécuritaire, il est en revanche reconnu pour ses réalisations infrastructurelles majeures à Bunia. Ce contraste entre un gouverneur-bâtitseur et un commandant dont la mission première (la paix) reste inachevée structure en profondeur les attentes et le scepticisme vis-à-vis de son successeur.

#### **a) Luboya, le "bâtitseur de Bunia"**

Contrairement à une analyse qui aurait négligé cet aspect, la population et les observateurs locaux s'accordent à reconnaître que l'action de Luboya en matière d'infrastructures urbaines a été transformatrice. Son mandat a coïncidé avec un programme massif de réhabilitation et de construction à Bunia, la capitale provinciale.

Les réalisations concrètes :

- Asphaltage systématique : Sous son administration, la quasi-totalité des grandes artères principales de Bunia ont été revêtues de bitume, mettant fin aux pistes de boue qui paralysaient la ville en saison des pluies.
- Projet d'engergure inachevé : Il a lancé les travaux d'élargissement du boulevard principal menant à l'aéroport de Bunia (un axe stratégique), avec une ambition de le transformer en une voie à quatre bandes. Ce projet, symbolique du désir de modernisation, a été brutalement interrompu par l'annonce de son remplacement.
- Équipements publics : Des marchés, des places publiques et des bâtiments administratifs ont été construits ou réhabilités, redonnant une visibilité et une fonctionnalité au centre-ville.

Ce que disent les Ituriens :

Un commerçant de Bunia témoigne : « *Avant Luboya, Bunia était une ville de boue. En deux ans, il a asphalté plusieurs rues. Même ses détracteurs doivent reconnaître cela. Quand on marche sur du bitume, on sent que l'État est présent.* » Un jeune étudiant nuance : « *Oui, les routes sont belles. Mais à quoi servent des routes si on se fait tuer en les empruntant ? C'est comme maquiller un visage blessé.* »

Analyse de ce legs :

### 1. Une légitimité par l'espace urbain

En transformant l'espace physique de la capitale, Luboya a matérialisé la présence de l'État d'une manière visible et durable. Le bitume est une preuve concrète, non-discutable, d'une certaine capacité administrative et de gestion des projets. Cela lui a valu le surnom de "gouverneur-bâtitisseur" auprès d'une partie de la population urbaine.

### 2. Une priorité symbolique et politique

Les travaux réalisés répondaient à un besoin criant de dignité et de normalité pour les habitants de Bunia. Ils ont aussi eu un impact économique immédiat (commerce induit, réduction des coûts de transport). Politiquement, ils ont offert une vitrine positive dans une province où les nouvelles ???? sont souvent macabres.

### 3. Le paradoxe central

C'est ici que le bilan devient paradoxal. La mission première d'un gouverneur militaire en état de siège est la sécurisation du territoire et la neutralisation des groupes armés. Sur ce front, le bilan est mitigé, voire négatif pour beaucoup. Les infrastructures, aussi belles soient-elles, ne compensent pas l'insécurité persistante. Comme le dit le jeune étudiant, une route asphaltée n'est pas une route sécurisée.

### **b) Entre gratitude pour le bitume et colère pour l'insécurité**

Cette situation crée une dissonance cognitive chez les Ituriens, qui doivent simultanément reconnaître un succès visible et déplorer un échec fondamental.

- Pour les urbains de Bunia (commerçants, fonctionnaires, étudiants), l'héritage physique est positif. Ils vivent au quotidien l'amélioration de leur cadre de vie. Leur critique portera donc moins sur l'absence de travaux que sur l'utilisation des ressources : « *L'argent pour le bitume est venu, mais où est l'argent pour les véhicules des FARDC ? Pour les soldats sur le terrain ?* » Ils soupçonnent un détournement de fonds ou une priorisation erronée : l'État investit là où c'est visible (la ville) plutôt que là où c'est nécessaire (les zones de conflit).
- Pour les ruraux et les déplacés, l'asphaltage de Bunia peut même être perçu comme une injustice. La femme déplacée de Djugu ne bénéficie pas directement des routes de la capitale. Elle veut une route sécurisée pour rentrer chez elle, pas une route bitumée dans une ville où elle n'habite pas. Son témoignage ("*Si le nouveau peut au moins sécuriser la route pour qu'on rentre chez nous*") montre que pour elle, la priorité absolue reste la sécurité, pas l'esthétique urbaine.
- Pour les leaders coutumiers et la société civile, le paradoxe est un argument de poids : « *Luboya a fait des routes, mais il n'a pas fait la paix. Un gouverneur qui ne remplit pas sa mission essentielle, même s'il fait des routes, est un échec.* » Ils utilisent ce contraste pour renforcer leur critique globale de l'état de siège.

### **c) L'interruption brutale des projets**

Le fait que le projet d'élargissement du boulevard de l'aéroport ait été interrompu net par l'annonce du remplacement de Gouverneur Luboya est perçu comme un symbole puissant de l'instabilité et de l'absence de vision à long terme.

Ce que cela révèle :

1. L'absence de continuité de l'État : Les grands projets sont liés à un homme, pas à une institution. Le départ du gouverneur signifie l'arrêt des projets. Cela renforce l'idée que le développement est aléatoire et politique, pas planifié.
2. Le gaspillage des ressources : Les fonds déjà engagés, les matériaux commandés, les chantiers entamés risquent d'être abandonnés ou mal terminés. C'est vécu comme un gâchis.
3. Un message aux bailleurs : Si les partenaires techniques et financiers (comme l'Union Européenne ou la Banque Mondiale, qui financent souvent ces infrastructures) voient leur projet s'arrêter net, leur confiance dans la capacité de l'État à mener des projets à terme est ébranlée.

C'est en fait en ces termes que la population exprime sa désolation : « *Il a commencé quelque chose de grand, mais il n'a pas pu finir. Comme pour la paix.* » Ce parallèle entre le projet d'infrastructure inachevé et la mission de paix inachevée est fort. Les deux sont des promesses non tenues dans leur achèvement.

Les verbatims, lus à la lumière du legs infrastructurel, révèlent que les Ituriens font une distinction claire entre les missions de l'État :

1. La mission sécuritaire (prioritaire et ratée) : C'est le cœur du contrat d'un gouverneur militaire. Sur ce point, Luboya a échoué à livrer une paix durable. Les massacres, les déplacements, l'activisme des ADF/CODECO continuent. C'est la source principale du scepticisme. Selon certaines populations la présence de l'État de siège, a plus accentué la violence et a fait doubler le nombre des groupes armés en Ituri.

*« Quand le gouverneur militaire est arrivé en Ituri, il n'y avait qu'un seul groupe armé actif en territoire de Djugu la CODECO, et en territoire d'Irumu, la FRPI et les Adf. Aujourd'hui à son départ l'Ituri compte plus de 8 groupes armés actifs dont la CODECO (scindée en plusieurs factions), le FPIC, Chini ya Tuna, CRP, Zaïre, Chamukula batu, FRPI, ADF, ... doit-on dire qu'il a atteint l'objectif de sa mission ? Non »,* déclare un membre de la société civile.

2. La mission de développement (secondaire mais appréciée) : C'est un bonus inattendu de son mandat. L'asphaltage de Bunia est un succès reconnu et apprécié, surtout par les citoyens. Mais ce succès est relégué au second plan par l'échec sécuritaire. Il est perçu comme une compensation insuffisante, presque une diversion.
3. L'héritage ambivalent : Luboya laisse derrière lui l'image d'un "bâtitteur malheureux" : un homme qui a su transformer l'espace urbain mais qui n'a pas su protéger les vies et les biens dans l'espace rural. Cette image explique la complexité des réactions à son départ : on est content qu'il parte (pour la sécurité), mais on regrette qu'il parte (pour la continuité des projets).

## **2. Le profil du successeur : un pari sur le renseignement et la précision**

La nomination du général-major Kasongo Batoka Mulumba Gaby suscite un intérêt particulier en raison de son parcours. Ancien commandant adjoint chargé des opérations et du renseignement dans la province voisine de la Tshopo, il est perçu comme un officier de terrain doté d'une bonne connaissance des dynamiques sécuritaires régionales. Ce choix semble traduire une volonté de Kinshasa de passer d'une logique de guerre de position à une stratégie plus ciblée, fondée sur le renseignement et les opérations de précision.

Pour une partie de la population et de la société civile, ce changement de visage constitue une rupture psychologique nécessaire. Il rompt avec l'immobilisme perçu de la précédente administration et rouvre la possibilité d'une révision des méthodes opérationnelles. Plusieurs notables expriment l'espoir que le nouveau gouverneur adoptera une approche plus inclusive et plus attentive aux réalités locales.

## **3. Les limites structurelles qui nourrissent le scepticisme**

Cependant, cet espoir reste tempéré par une analyse plus critique. Le scepticisme ne porte pas uniquement sur la personne du gouverneur, mais sur l'outil même de l'état de siège. Remplacer un officier par un autre au sein d'un système largement critiqué pour ses dérives

(abus de pouvoir, restrictions des libertés civiles, absence de reddition des comptes) est perçu par certains analystes comme une simple permutation sans changement de paradigme.

Par ailleurs, les défis auxquels doit faire face le nouveau gouverneur dépassent largement le cadre militaire. L'Ituri est confrontée à une crise humanitaire chronique, à une résurgence de l'épidémie d'Ebola et à des tensions foncières et identitaires non résolues. Gérer simultanément une guerre asymétrique, une riposte sanitaire et une transition vers une gouvernance civilo-militaire représente un défi considérable. De plus, la coordination avec les autorités civiles issues des élections de décembre 2023 ajoute une couche de complexité supplémentaire.

#### **4. Une lecture géopolitique**

Certaines analyses locales et régionales évoquent également des facteurs externes. Le changement pourrait s'inscrire dans un réajustement des équilibres régionaux, notamment dans le cadre des opérations conjointes avec l'Ouganda (opération Shujaa). Cette lecture renforce le scepticisme de ceux qui estiment que les décisions prises à Kinshasa répondent davantage à des considérations diplomatiques et stratégiques qu'aux besoins réels des populations locales. Il sied de signaler que depuis plusieurs mois, le Général MUHOOZI KAINERUGABA-Chef d'Etat-major de l'armée Ougandaise(UPDF) et fils de Museveni, Président de l'Ouganda- proférait sur son compte X (ex twitter) des menaces d'arrestation du gouverneur sortant et de retrait de ses troupes de la RDC si le gouverneur sortant LUBOYA, n'est pas remplacé à la tête de la province de l'Ituri. Cela démontre à suffisance, que le remplacement de la décision de son remplacement relève plus d'une manœuvre diplomatique ougandaise pour le maintien de la relation entre la RDC et l'Ouganda que par le souci de répondre au pressant besoin de la sécurité dans la province. Au fond, bien malin sera celui qui peut savoir pour les généraux Muhoozi et Lubuya ne s'entendaient plus !

#### **Conclusion**

Le remplacement de LUBOYA KANSHAMA révèle l'ambivalence profonde des Ituriens face aux changements de commandement militaire. Si une partie de la population y voit une opportunité du renouveau, une autre y perçoit surtout la répétition d'un cycle sans fin de nominations et de départs sans transformation structurelle.

Pour que l'espoir l'emporte sur le scepticisme, le Général-major KASONGO BATOKA MULUMBA devra rapidement démontrer sa capacité à sécuriser les axes vitaux, à restaurer la confiance des communautés et à coordonner efficacement la riposte contre Ebola. Sa réussite ne se mesurera pas aux discours, mais à sa capacité à ramener les déplacés dans leurs villages et à faire de l'État un protecteur crédible plutôt qu'un acteur contesté.

Le compte à rebours a donc commencé. La patience des Ituriens, mise à rude épreuve depuis des années, pourrait se révéler limitée si les résultats concrets tardent à venir